



Conférence nationale Fonction publique des 16 et 17 mai 2011

La Conférence nationale Fonction publique de la Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services FORCE OUVRIÈRE composée des délégués des syndicats nationaux et des cartels des services du MEDDTL ainsi que des directions départementales interministérielles s'est réunie à Paris les 16 et 17 mai 2011.

Les délégués dénoncent les atteintes incessantes et multiformes portées par les pouvoirs publics contre le Service public et ses agents par :

- ✦ la déstructuration permanente et erratique des services des ministères et plus particulièrement du MEDDTL, de son administration centrale, de ses services déconcentrés, des établissements publics placés sous sa tutelle et des parties de ses services interministérialisés,
- ✦ le dogme des réductions d'emplois et plus particulièrement la règle empirique du non-remplacement d'un départ sur deux, mise en œuvre dans les faits au-delà de ce seul objectif, qui se traduit par la perspective d'un véritable plan social,
- ✦ la remise en cause des statuts particuliers en multipliant les mobilités fonctionnelles et les fusions de corps,
- ✦ les atteintes à la santé mentale et à l'intégrité physique des agents.

A cet égard ils se félicitent des actions engagées par la Confédération dans la défense de la République sociale au travers de son combat contre la RGPP (publication du Livre noir) et contre le projet de constitutionnalisation de la rigueur guidant l'action gouvernementale dans la destruction des solidarités et des protections et garanties collectives.

La Conférence nationale appelle les agents des services du MEDDTL et des DDI à décrypter les discours ambigus tels que ceux de la Ministre qui annonce une année 2011 de stabilisation et, en même temps, précise :

- ✧ son intention de transférer maintenant ses services déconcentrés de navigation dans un établissement public industriel et commercial (avant d'engager une même privatisation des services routiers, comme des autoroutes non concédées, durant l'été précédent la dernière élection présidentielle ?),
- ✧ l'ouverture de discussions sur le futur statut du Réseau scientifique et technique et du réseau de formation (avec les mêmes objectifs ?),
- ✧ l'« a-ministériation » des directions départementales interministérielles, validant la rupture du lien ministériel au profit d'enjeux de pouvoirs (Intérieur et préfectorale).

La Conférence nationale salue les récentes mobilisations des personnels dont celle, ces derniers jours, des agents des voies navigables qui a permis, dans un premier temps, de stopper les pouvoirs publics dans cette nouvelle tentative et rappelé à chacun que seul le rapport de force peut infléchir ces nouvelles entreprises de destruction méthodique des services de l'État sitôt la seconde vague de décentralisation passée.

La Conférence nationale Fonction publique appelle l'ensemble des structures FORCE OUVRIÈRE à s'organiser -y compris en recourant à la grève- pour continuer à porter haut, fort et clair les revendications de ses mandants pour :

- ✧ **préserver le service public républicain, ce qui passe d'abord par l'arrêt de la RGPP, des suppressions de postes et des moyens,**
- ✧ **défendre le Statut général, les statuts particuliers,**
- ✧ **favoriser les mobilisations les plus larges, mais avant tout les plus déterminées, pour l'amélioration du pouvoir d'achat par la revalorisation du point d'indice,**
- ✧ **promouvoir la liberté et l'indépendance du syndicalisme, ce qui passe par le développement de FORCE OUVRIÈRE tant par la syndicalisation que par son audience aux prochaines élections.**

